

Déclaration des jeunes de l'Union nationale

Carton rouge à René Aboghe Ella

Par Prince Villa

Les jeunes de l'Union nationale (UN) ont lancée hier une sévère mise en garde au président de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), René Aboghe Ella, suite à la validation de la candidature d'Ali Bongo Ondimba, pour la présidentielle du 27 août prochain.

Un acte considéré comme une haute trahison par les jeunes de l'UN, qui ont affirmé leur attachement à tout prix au changement et à l'alternance politique au Gabon. « Nous exhortons notre candidat Casimir Oye Mba, ainsi que tous les autres candidats de l'opposition, à saisir la Cour constitutionnelle dans les plus brefs délais conformément au Code électoral », a exhorté Firmin Ollo, le coordinateur national des jeunes de l'UN.

Interpellant la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie Madeleine

Mboransuo, à dire le droit pour une fois, en invalidant la candidature d'Ali Bongo dont l'acte de naissance pose problème. En s'en tenant au droit, la présidente de la Cour constitutionnelle donnerait un sens et une valeur à la Constitution du pays, qui a été tant de fois violée par le système Bongo.

Dès lors, l'avenir du Gabon et de son peuple dépend de la Cour constitutionnelle. Elle doit se prononcer sur le faux acte de naissance joint par Ali Bongo dans son dossier de candidature.

Face à l'injure faite au peuple, les jeunes se sont engagés à défendre leur patrie même au péril de leur vie. Firmin Ollo et les membres de son directoire n'ont pas manqué d'inviter à la mobilisation pour des actions futures.

« Nous sommes prêts à aller grossir les effectifs de la Prison centrale de Libreville. Nous allons faire abstrusion à la candidature d'Ali Bongo, jusqu'à notre dernier sou-

fle », a indiqué un jeune de l'UN. Avant d'inviter tous les sympathisants du changement à s'approprier les propos tenus le 2 mai 2010, au carrefour Nkembo, par le président élu, en 2009, André Mba Obame (AMO) : « Face aux intimidations du pouvoir, je vous invite à faire preuve de courage, à ne pas succomber au climat de peur et de terreur que l'on veut nous imposer (...). Nous devons tout mettre en œuvre pour affirmer nos droits et créer les conditions d'une alternance qui, seule, peut nous permettre de construire un GABON POUR TOUS et non un Gabon au service d'un clan ».

Dans la foulée, ils ont exigé la libération sans conditions des leaders syndicaux, Jean Rémy Yama, Jeff Blampain et les 24 autres compatriotes, arbitrairement interpellés à la suite de manifestation pacifique de contestation de la candidature d'Ali Bongo, le samedi 9 Juillet 2016.